

ROYAUME DU MAROC



MINISTRE DE L'INTERIEUR

PREFECTURE INEZGANE AIT MELLOUL

COMMUNE AIT MELLOUL

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إنزكان أيت ملول
جماعة أيت ملول



المبادرة الوطنية للتنمية البشرية
Initiative Nationale pour le Développement Humain

AMENAGEMENT DE DEUX ESPACES,

UN JARDIN D'ENFANTS ET UNE PLACE A AIT MELLOUL

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

LOT UNIQUE

PROJET FINANCE DANS LE CADRE INDH

09/2014/ INDH -04/2014/ INDH -79/2014/ INDH - 17/2014/INDH

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT-MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

AMENAGEMENT DE DEUX ESPACES, UN JARDIN D'ENFANTS ET UNE PLACE A AIT MELLOUL

Le présent marché est Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics

ENTRE :

Monsieur **le Président du Conseil de la commune d'Ait Melloul**, ordonnateur du budget communal agissant au nom et pour le compte de la Commune d'Ait Melloul.

D'une part,

ET :

- Mr (Mme) : _____
- en qualité au sein de son entreprise : _____
- Numéro de TELEPHONE _____
- Numéro du FAX _____
- ADRESSE ELECTRONIQUE _____
- Agissant au nom et pour le compte de : _____

- Faisant élection de domicile à : _____

- Adresse du siège social : _____

- Inscrit au registre de commerce de: _____ sous n° _____
- Affilié à la C.N.S.S sous n° : _____
- Titulaire du compte (RIB) 24 chiffres: n° _____
- Ouvert au nom de _____ à _____

- Patente n° : _____
- identification fiscale _____

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

Le présent marché à pour objet : **AMENAGEMENT DE DEUX ESPACES, UN JARDIN D'ENFANTS ET UNE PLACE A AIT MELLOUL A LA COMMUNE AIT MELLOUL – PREFECTURE INZEGANE AIT MELLOUL** comme suit :

| Nom du projet | Convention de partenariat (INDH) |
|--|----------------------------------|
| AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE JEUX AU QUARTIER ASSAFA | 09/2014 |
| AMENAGEMENT JARDIN D'ENFANTS AU QUARTIER ASSAFA | 04/2014 |
| AMENAGEMENT D'UN ESPACE EXTERIEUR AU QUARTIER EL MOSTAKBAL | 79/2014 |
| AMENAGEMENT DE LA PLACE DES TAXIS AU QUARTIER AL MASSIRA | 17/2014 |

NB (Projets financé dans le cadre INDH)

ARTICLE 2 : DÉFINITION

Dans l'ensemble du présent document les termes seront utilisés avec les définitions suivantes :

Maître d'Ouvrage désigne : Commune d'Ait Melloul

L'Entrepreneur : désigne l'entreprise titulaire de l'ensemble des travaux du présent Marché.

Le marché : désigne l'ensemble des documents contractuels énumérés dans l'article 4 ci-dessous.

ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

1. Travaux d'aménagement de la voirie.
2. Travaux d'aménagement des allées en pavé autobloquant.
3. Travaux d'aménagement des espaces verts, éclairage public et jeux d'enfants.
4. Mur de clôture.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE REFERENCES AUX TEXES GENERAUX ET SPECIAUX

A- Pièces Constituentes du Marché

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux du présent Marché résultent de l'ensemble des documents constitutifs du marché sont énumère ci-dessous:

- 1- L'acte d'engagement;
- 2- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS);
- 3- Les plans d'exécution;
- 4- Le bordereau des prix –détail estimatif;
- 5- Cahier des clauses administratives générales **applicables aux marchés des travaux CCAG-T..**

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

B- Textes de Références – Normes

L'entreprise est soumise aux lois et règlements en vigueur au Maroc. Dans la mesure où les pièces contractuelles n'y dérogent pas, l'entreprise est soumise en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

Références aux Textes Généraux :

- 1) le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation de la loi n° 113-14 relatif aux communes ;
- 2) les textes applicatifs du dahir n° 1. 09. 02 du 18/02/2009 portant loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et leur groupement,
- 3) la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436 (19 FEVRIER 2015)
- 4) Dahir N°1-56-211 du 8 Joumada I 1376(11/12/1956) relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés
- 5) **le décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.**
- 6) Le décret N° 2 – 14 – 394 du 06 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T)
- 7) décret n° 2-09-441 du 17 moharrem 1431(03 janvier 2010) portant règlement de comptabilité publique des collectivités locales et leur groupement.
 - 8) *décret n°2-14-272 DU14 REJEB 1435 (14 MAI 2014) relatifs aux avances en matière de marchés publics.*
 - 9) *décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant le délai de paiement et les intérêts moratoires des commandes publiques.*
 - 10) *Le Dahir n° 1.03.194 du 14 reheb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail.*
- 11) **Les textes législatifs et de lois régissant l'initiative nationale de développement humain.**
- 12) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes
- 13) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3574-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes
- 14) La note circulaire n° 18 DCP du 1/2/82 de Monsieur le trésorier générale relative à l'acquisition des timbres sur les contrats et les marchés publics modifié par le dahir n° 1/77/629 du 09 octobre 1977 et complété par le décret n°2/79/512 du 26 joumada II 1400 (12 mai 1980).
- 15) Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- 16) La circulaire n°75/1/GSA du 22 /01/81 relatif à la réglementation et la législation du travail.
- 17) Le décret n°2/13/685 du 08/12/73 relatif à la revalorisation des salaires minimaux.
- 18) Le dahir 1/85/347 du Rabia II 1406 (20/12/85) portant promulgation de la loi n°30/85 relatif à la TVA applicable à compter du 01/04/86 abrogeant à la même date les dispositions du dahir n°1/61/444 du 22 Rajab 1381 (30/12/61) relatif à la taxe sur les transactions.
- 19) La circulaire n°6007 TP du 23/01/61 sur la participation des entreprises nationales aux marchés.
- 20) La circulaire 1-61SGG du 30/01/61 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale.
- 21) Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics.
- 22) Arrêté du ministre de l'économie de finances n°1593-15 DU 19 RAJEB1436 (08 mai 2015) fixant les modèles de documents pour le nantissement des marchés publics.
- 23) La circulaire N°123/4013/001174 du 23 Mars 1987 Ministère de l'Équipement, De la Formation Professionnelle Et de la Formation des cadres Création d'index globaux bâtiment et travaux Publics.

D- Référence aux Textes Spéciaux :

- 1) Le devis général d'architecture (D.G.A) réglant les conditions d'exécution des bâtiments administratifs rendu applicable par le décret royal n° 406.67 du 9 Rabia II 1387 (17 Juillet 1967).
- 2) Les règlements en vigueur contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (locaux d'habitation).
- 3) Les règlements de police et de voirie en vigueur au moment de l'exécution des travaux.
- 4) Le Dahir n° 1.70.157 du 30.7.70 relatif à la normalisation modifiée par le dahir portant loi n° 1.93.221 rendant applicable l'ensemble des normes marocaines ou à défaut les normes françaises (D.T.U) et les prescriptions techniques provisoires ayant valeur de cahier des charges.
- 5) La note circulaire n° 16 du 1.2.82 relative à la nouvelle procédure d'acquittement des droits de timbres.
- 6) Le devis général d'architecture (édition 1956) du royaume du Maroc approuvé par la décision du ministre de l'habitat et de l'urbanisme du 27 février 1956 et rendu applicable par le décret royal n° 406- 67 du 17 juillet 1967;
- 7) La loi n° 12-90 relative à l'urbanisme ;
- 8) Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismique et instituant le comité national de génie parasismique;
- 9) Les règles de calcul de béton armé CCBA 68 et BAEL ;

En fin tous les textes réglementaires rendus applicables en la matière lors de la souscription de l'acte d'engagement et de la signature du présent CPS par l'attributaire du marché. Il est expressément stipulé qu'en cas de contradiction entre des dispositions du présent C.P.S et celles des documents sus visés, seules seront applicables les clauses du présent marché

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas, exciper de l'ignorance des documents énumérés au présent article pour se soustraire aux obligations qui en découlent. S'il estime que la désignation des divers documents est insuffisante, il est tenu de requérir les renseignements complémentaires avec la signature du marché, celle-ci impliquant qu'il est parfaitement renseigné avant la remise de son acte d'engagement.

ce marché est soumis aussi aux opérations d'audit et contrôles par les autorités compétentes habilitées à cet effet par les textes législatifs et réglementaire en matière de DE L' INDH

ARTICLE 6 : LITIGES

Tous litiges ou contestations pouvant survenir au présent marché entre l'entrepreneur et le maitre d'ouvrage respectivement en application des dispositions des articles-81-82 83 et 84 du CCAG-T

ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution contractuel des prestations faisant objet du présent marché est fixé à **huit (08) mois** qui court à partir de **la date de commencement fixée dans l'ordre de service** prescrivant le commencement de l'exécution des travaux. cette date ne doit pas être inférieure à 10 dix jours de la date de notification de l'ordre de service. En application des dispositions des **articles 8,11 et 40 du CCAG-T** .Les conditions de prolongation du délai d'exécution sont celles dans les cas prévus par le **CCAG-T**

ARTICLE 8 : PENALITES

En application de l'article 65 du CCAG-T, En cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard à l'encontre de l'entrepreneur si le retard affecte le délai global du marché. cette pénalité est fixée à un pour mille (1/1000) du montant initial du marché., éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux

Le plafond des pénalités ne pourra excéder **huit pour cent (8%)** du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par des avenants intervenus, lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice en 'application les clauses prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 9 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage, s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité avec l'ensemble des obligations du marché des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 10 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-Travaux et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT

Le cautionnement provisoire

Le cautionnement provisoire est fixé à: **quatre vingt Mille Dirhams (80.000,00 DHS).**

CE cautionnement provisoire sera restitué au titulaire du présent marché après que ce dernier ait constitué le cautionnement définitif dans les délais réglementaires et conditions ci-après au présent article et tout en respectant l'article 18 du CCAG-T et les législations en vigueur.

Le cautionnement définitif

En application des dispositions de l'article 15 du CCAG-T Le cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%) du montant initial du marché**. arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué au maitre d'ouvrage dans les **vingt (20) jours qui suivent la date de la réception de la notification d'approbation** du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué au titulaire du présent marché après la réception définitive des prestations et tout en respectant d'autres législations en vigueur.

Le cautionnement définitif peut être remplacé par une caution personnelle et solidaire s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du CCAG-T. La restitution sera faite à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage

Les droits du maître d'ouvrage sur les cautionnements au titre du présent marché sont régies par CCAG-T ET en application la législation en vigueur

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

En application des dispositions de l'article 16 et 64 du **CCAG-T**, la retenue de garantie est fixée à **1/10 (un dixième) des acomptes**, elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint **7% (sept pour cent) du montant initial** du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du **CCAG-T**.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 13 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir satisfait aux prescriptions de l'article N° 20 du **CCAG-T**, en ne faisant pas élection de domicile au Maroc dans l'acte d'engagement., toute notification relative à l'Entreprise lui sera valablement faite à l'adresse du siège social dans le présent cahier prescription spéciales.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 14 : FRAIS DE TIMBRES

En application de **l'article 7 du CCAG-T**, l'entrepreneur acquitte les droits de timbre dus au titre du présent marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 15 : DELAI DE NOTIFICATION D'APPROBATION

La notification du marché par le Maître d'ouvrage sera faite à l'entreprise dans un délai maximum de **soixante quinze jours (75 jours)** à partir de la date de l'ouverture des plis .Les conditions de prorogation sont régies par le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment ses articles 33 et 153 .

ARTICLE 16 : Travaux Supplémentaires Augmentation Ou Diminution Dans La Masse Des Travaux - Changement De La Provenance Des Matériaux Et Dans Les Quantités Du Détail Estimatif

Les dispositions des articles 56-55-57-58- 59du C.C.A.G.T., sont appliquées sans aucune restriction.

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont régies par l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 18 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution des prescriptions du présent marché sera opérée par les soins de **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) , est **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le **percepteur d'Ait Melloul**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- En application de l'article 13 du CCAGT et de l'article 4 de la loi 112-13 , La Commune Ait Melloul délivrera à sans frais l'entrepreneur sur sa demande et contre son récépissé **un exemplaire unique** de son marché.
- Les droits de timbre de l'exemplaire unique sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 19 : REVISION DES PRIX

les prix faisant objet du présent marché seront révisables dans les conditions précisées dans l'article 54 CCAG-T et les dispositions de l'Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics

En application de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché seront révisables selon la formules suivante :, à savoir

| |
|--|
| $P = P_0 [0,15 + 0,85 \text{ BAT6/BAT60}]$ |
|--|

P₀: étant le montant initial hors taxes de la prestation considérée du mois de la date de la remise des offres;

P: étant le montant hors taxes révisé de prestation considérée ;

BAT6o : étant la valeur de l'index global relatif aux travaux de tout corps d'état de bâtiment du mois de la date limite de remise des offres;

BAT6: étant la valeur du même index à la date d'exigibilité de la révision.

ARTICLE 20: TAXES SUR LES PRIX

Tous les prix unitaires sont établis par l'entreprise comportent toutes les charges mais hors TVA qui ne sera majorée qu'au montant global du détail estimatif.

ARTICLE 21 : MODE DE REGLEMENT- MODE DE PAIEMENT

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront réglés par application des prix unitaires établis pour chaque nature d'ouvrage par l'entrepreneur aux quantités réellement exécutées et régulièrement constatées, les quantités prises en compte résulteront d'attachements pris en cours des travaux. Ensuite le montant global sera majoré du montant de la TVA.

Les renseignements fournis par le maître d'ouvrage ne dispensent pas l'entrepreneur d'affronter les difficultés particulières susceptibles d'être rencontrées. En cas l'entrepreneur ne peut se prévaloir de l'insuffisance de renseignements fournis par l'administration pour revenir en cours de marché sur les prix qu'il a accepté ou pour demander une indemnité.

L'entrepreneur sera réputé s'être rendu compte sur place des difficultés des travaux, et il n'aura droit à aucune plus value sur les prix du bordereau, quelque soient les difficultés spéciales rencontrées pendant les travaux.

MODE DE REGLEMENT

Le règlement des ouvrages se fera en appliquant dans les décomptes provisoires et dans le décompte définitif les prix éventuellement révisés aux quantités réellement exécutées et régulièrement constatées. Le montant global sera majoré du montant de la TVA.

Les attachements ou avancement des travaux seront pris sur le chantier par l'agent chargé de la surveillance en présence de l'entrepreneur (ou de son représentant) convoqué à cet effet et contradictoirement avec lui.

Toutefois, si l'entrepreneur ne répond pas à la convocation et ne se fait pas représenter, les attachements seront pris en son absence. *Les règlements seront faits au mètre par application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées et régulièrement constatées dans les décomptes provisoires et le décompte définitif. Les décomptes sont vérifiés et approuvés par le Maître d'Ouvrage.*

pour la BASE DE REGLEMENT DES COMPTES Il sera fait application de l'article 60 du CCAGT.

pour les ATTACHEMENTS – SITUATIONS - METRES - DECOMPTES : Il sera fait application des dispositions des articles -61-62-63-64-68 du CCAGT.

MODE DE PAIEMENT

Les paiements relatifs au présent marché se feront par virement au compte bancaire de titulaire du présent marché signalé dans son acte d'engagement.

Le présent projet est financé dans le cadre de L'INDH (INITIATIVE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN) . Les paiements se feront au fur et à mesure des fonds débloqués par celle-ci . Tout retard du à l'opération de déblocage des fonds ne donne droit à aucune réclamation ou indemnisation par l'entreprise titulaire du présent marché.

ARTICLE 22 : RESILIATION

Les conditions de résiliation qui seront appliquées au présent marché seront celles prévues dans le C.C.A.G.T et les dispositions du décret N° 2-12-349 précités

ARTICLE 23 : NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement les locaux ou il travaille des gravois et débris divers qui sont le fait de son activité. L'Administration pourrait à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément les locaux devront être parfaitement nets. Les gravois et débris devront être déposés au voisinage des constructions en un ou plusieurs endroits désignés par l'Administration ils seront ensuite enlevés par l'entrepreneur aux décharges publiques.

Aux cas où l'état de propreté du chantier lui-même ne serait pas satisfaisant l'Administration pourrait faire exécuter le nettoyage par l'entrepreneur chaque fois qu'il le jugera nécessaire. En tout cas de cause ce nettoyage devra être fait une fois par mois au moins.

ARTICLE 24 : MALFAÇONS

Si des malfaçons viennent d'être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits aux frais de l'entrepreneur.

*L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions de l'article 45 du **CCAG-T** sont applicables au présent marché.*

ARTICLE 25 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1- L'entrepreneur sera responsable de provoquer lui même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer, dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'administration.

2- Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix figurent les frais suivants : Branchement du chantier au réseau d'eau, d'électricité etc. ainsi que les consommations correspondantes pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 26 : OBLIGATIONS PARTICULIERES

Les obligations de l'entreprise comportent non seulement l'observation des prescriptions des testés énumérés ci dessus mais aussi l'observation de tout autre décret, arrêté, réglementation ou norme en vigueur à la date de la remise de l'offre applicable aux travaux du présent marché.

Dans le cas où un point du projet ne serait pas conforme à une publication en vigueur l'entreprise devrait le signaler l'Administration avant la remise de son offre. Tous les frais d'une modification du projet une fois le marché passé seraient à la seule charge de l'entreprise.

ARTICLE 27 : PLANS DE RECOLLEMENT

Enfin d'exécution des travaux, et sous les directives du maître d'ouvrage, l'entrepreneur doit fournir à l'administration les plans de recollement.

ARTICLE 28 : ORDRES DE SERVICE - LETTRES - INSTRUCTIONS

L'entrepreneur se conformera strictement aux plans tracés et dessins de détails dressés par le Maître d'Ouvrage ainsi qu'aux ordres de services lettres et instructions signés par le comité de suivi.

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui même les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer.

Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier un retard dans l'exécution.

ARTICLE 29 : PRIX

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des conditions et difficultés d'exécution des travaux pour avoir personnellement examiné dans leurs détails les pièces du projet établis par le Maître d'Ouvrage, avoir visité l'emplacement de la construction : s'être entouré de tous les renseignements nécessaires désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'entrepreneur correspondant à des ouvrages en parfaite état d'achèvement et de fonctionnement ils comprennent également tous les percements saignés rebouchages raccords etc. En général. toutes charges imposées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 30 : ASSURANCE

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser à la commune d'Ait Melloul une ou plusieurs attestations délivrés par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet, justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché pendant la durée des travaux et précisant leurs dates de validité, à savoir ceux rapportant aux accidents de travail, aux véhicules automobiles et engins, la responsabilité civile incombant à l'entrepreneur et aux maître d'ouvrage et aux dommages à l'ouvrage Conformément à l'article 25 du CCAG-T.

En cas de non respect de dispositions du présent article, les clauses des CCAG-T seront applicables.

ARTICLE 31 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR DIRECTION ET ENCADREMENT DU CHANTIER

L'entrepreneur sera tenu d'assister personnellement ou par son représentant aux rendez-vous de chantiers qui seront fixés dès la première réunion. Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur sera représenté en permanence sur le chantier, par un responsable qualifié. La direction de ce chantier devra être effectivement assurée sans interruption.

Si la qualification du responsable n'apparaît pas suffisante, le Maître d'Ouvrage pourra en demander le remplacement ou l'assistance jugée nécessaire de l'entrepreneur. L'Entrepreneur doit se conformer aux dispositions de l'article 45 du CCAG-T sont applicables au présent marché.

ARTICLE 32 : CHARGES PARTICULIERES

Les prix remis par l'entreprise comprendront tous les frais afférents à l'entreprise et notamment les frais suivants :

- Tous les frais de douane taxes et impôts divers.
- Tous les frais de branchement et de consommation d'eau et d'électricité pendant la durée des travaux.
- Tous les frais de gardiennage de nuit et pendant les jours fériés du chantier et de ces abords.
- tous les frais d'installation des chantiers.

ARTICLE 33 : MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES

D'une manière générale les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art.

Si les désignations du CPS ne sont pas suffisantes il demeure bien entendu que la signature du marché implique que les renseignements complémentaires ont été obtenus par l'entrepreneur avant la remise de ses offres des prix.

ARTICLE 34 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché **ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente** aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics et de l'article 99 de la loi organique n°113-14 relatives aux communes.

ARTICLE 35 : CONNAISSANCES DU DOSSIER

Une série complète des plans dressés par L'administration ayant été remis en même temps que le présent dossier de pièces contractuelles à l'entreprise soumissionnaire celle ci –déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble du dossier et du projet
- Avoir Fait précisé tout point susceptible de contestations.
- Avoir fait tout calcul et sous détail.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par elle et nature à donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toute difficulté résultant du bâtiment existant des accès des alimentations des branchements en eau et en électricité et toute autre difficulté qui pourront se présenter pour laquelle aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 36 : COMMENCEMENT DES TRAVAUX

En exécution de l'article 40 du CCAGT. Le commencement des travaux intervient sur ordre de service du maître d'ouvrage qui doit être donné dans un délai maximum de trente (30) jours qui suit la date de la notification de l'approbation du marché.

L'entrepreneur doit commencer les travaux à compter de la date fixée dans l'ordre service prescrivant le commencement des travaux. Cette date ne doit pas être inférieure à dix jours 10 jours de la date de notification de l'ordre de service

ARTICLE 37 : INSTRUCTION RELATIF A L'INDH

Après l'exécution des travaux ; l'entrepreneur aura à sa charge un panneau de nom du projet (**Suite aux instructions du maître d'ouvrage**), ce panneau ainsi et les équipements et l'enceinte du projet doivent porter de façon apparente la mention suivante et avec couleur ci-après :

**ARTICLE 38 : CAS D'AUDITS ET DE CONTROLE**

conformément au Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation de la loi n° 113-14 relatif au communes notamment son article 214.

Lorsqu'en application des dispositions de l'article 165 du décret n°2-12-349 précité, le marché et ses avenants sont soumis à des contrôles ou audits, l'entrepreneur doit mettre à la disposition des personnes chargés des dits contrôles ou audits tout document ou renseignement se rapportant au marché et ses avenants éventuels, nécessaire à l'exercice de leurs missions et ce conformément aux dispositions de l'article 10 du CCAG-T

ARTICLE 39 AVANCES

En application de l'article 63 du **CCAG-T** et le décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics l'entreprise à droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné.

Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage. La caution personnelle et solidaire doit être choisie parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances. ne comportant aucune réserve et demeurant affecté aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics. Cette caution restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance.

Cette avance est réglée à l'entrepreneur dans les 30 jours après la notification de l'ordre de service de commencement des travaux et l'acceptation de la caution bancaire. le remboursement de l'avance commence à partir d'un premier décompte des prestations et est effectué par déduction de 15% e quinze pourcent du montant de l'avance de manière à ce que le remboursement du montant total doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant T.T.C des prestations qui lui

sont confiées au titre du dit marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80 % du montant initial du marché, le solde à rembourser sera sur le décompte Net dernier.

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché.

ARTICLE 40 RETARD DE PAIEMENT

en cas de retard de paiement des sommes dues à l'entrepreneur et qui incombe à l'administration les dispositions du Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques seront applicables

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES OUVRAGES

Nota importante :

L'Entrepreneur sera réputé s'être rendu sur les lieux du chantier, avoir visité le terrain et pris connaissance de toutes les difficultés pouvant survenir lors de l'exécution de ses ouvrages.

Les descriptions qui vont suivre ne sont pas limitatives, étant bien entendu que l'entrepreneur devra tous les travaux nécessaires au bon achèvement de ses ouvrages.

Par dérogation aux articles du mode de mesurage du D.G.A., D.T.U., et C.P.C. du Ministère de l'Equipeement et du Transport, les ouvrages seront payés comme décrits ci dessous.

L'Entrepreneur sera tenu responsable de toutes les dégradations qu'il pourrait occasionner aux bâtiments existants ou à conserver lors de l'exécution de ces travaux.

Dans le cas où il estimerait que certaines précautions particulières devraient être prises, il devra en aviser le BET et le Maître d'ouvrage avant exécution.

Les fouilles de toutes natures seront descendues aux cotes reconnues (côtes de projet) et acceptées par le laboratoire.

Elles seront exécutées aux largeurs strictement nécessaires et feront l'objet d'un procès – verbal de réception.

Aucun travail ne sera entrepris avant l'accord de BET et le Maître d'ouvrage.

Les prix de règlement comprennent toutes les sujétions, étaitements, talutages relèvement des terres, dessouchages, épuisements, pompage de toutes natures et de tous débits qui pourraient être rendus nécessaires les remblais dans le périmètre du chantier, ou l'évacuation aux décharges pour les terres en excédent ainsi rencontrées lors de l'exécution des fouilles.

Toutes les précautions nécessaires seront prises contre les éboulements, les terrassements, la protection des constructions voisines, l'étalement éventuel d'ouvrages mis à nu, la clôture des zones ouvertes, ainsi que la tenue des constructions voisines en cas de pompage intense.

Lorsque l'entrepreneur au cours de ses travaux de terrassement rencontrera des canalisations d'eau, d'électricité, téléphone, etc.....Il devra immédiatement en aviser le Maître d'ouvrage qui interviendra directement auprès des services intéressés.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer, à l'aide de la clôture, la protection et tous procédés soumis au BET la protection sur rue et sur cour des passants, véhicules, bâtiments, installations électriques.

Il devra à cet égard se prémunir par une assurance spéciale contre tout sinistre pouvant survenir du fait de ses travaux.

Tous les objets découverts par l'entrepreneur, lors de la réalisation des fouilles, resteront la propriété du maître de l'ouvrage.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur fera réaliser à sa charge par un géomètre agréé par le Maître d'Ouvrage l'implantation des axes nécessaires du projet et repères de nivellement des cotes seuils à partir de repères N.G.M.

L'Entrepreneur devra veiller à la conservation de ses axes et repères et les remplacer s'ils sont dérangés par une raison quelconque.

Il sera tenu d'en demander la vérification au BET et le Maître d'ouvrage avant tout commencement des fouilles. Toute erreur constatée après cette vérification ne déchargera pas l'entrepreneur de sa responsabilité pleine et entière. Il sera rendu responsable de toute erreur d'implantation ou dénivellement, et en procédera à la correction à tout moment à ses frais.

L'Entrepreneur fournira à ses frais les ouvriers ainsi que tout appareil de nivellement et équipement nécessaire au contrôle de la réalisation du chantier. Ce matériel doit rester sur le chantier à la disposition du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

PRIX N°1 Terrassement en déblais ou en remblais et évacuation des déblais

Ce prix rémunéré au mètre cube les travaux de terrassement en déblais ou en remblais, les déblais seront exécutés en terrain de toute nature y compris le rocher ; les démolitions de tous les ouvrages de toutes natures y comprendront également l'enlèvement des racines des arbres existant.

Il rémunère aussi la démolition des dallages et des ouvrages, le décapage, et la mise en dépôt provisoire éventuelle en attente de la réutilisation, dans un endroit hors l'emprise, le tri des matériaux en fonction de leurs destinations résultant des conditions de réutilisation, et l'évacuation vers un endroit précisé par le maître d'ouvrage

Les déblais doivent être exécutés sans endommager les réseaux existants. Au cas contraire, l'entreprise prendra en charge la remise en état de ces réseaux.

Il comprend aussi toutes sujétions d'arrosage et de compactage.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°01

PRIX N° 2 Fouille en tranchées, rigoles ou en puits

Les Fouilles seront descendues aux cotes reconnues par le Bureau d'études ; elles seront exécutées en largeur strictement nécessaires et faisant l'objet d'un Procès verbal de réception. Les profondeurs ou largeurs dépassant les mesures indiquées sur le plan du Béton armé ou délimitées par le maître d'ouvrage ou le laboratoire, ne seront pas prises en compte. Aucun travail en maçonnerie ou de Béton ne sera admis avant la réception des Fouilles.

Le prix de règlement des fouilles en masse ou en rigoles comprend toutes sujétions de boisage, déblaiement, talutage, blindage, étalement, relèvement des terres, dessouchage, épuisement et pompage qui pourrait être nécessaire.

En particulier pour les fondations de murs, de longrines, poteaux et tout autre ouvrage suivant prescription ci-dessus. Elles seront exécutées à la main ou aux engins mécaniques.

Le niveau des fondations des semelles et autres éléments sera fixé par le laboratoire d'essais.

Ces terrassements feront l'objet d'un procès verbal de réception de fond de fouille, Les déblais seront mis en remblais ou évacués à la décharge publique et comptés à part.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°02

PRIX N° 3 Fourniture et pose de couche de tout venant 0/40

Ce prix rémunère la fourniture, le transport et la mise en place d'une couche de fondation en GNF1 (tout venant de concassage 0/40), tout en apportant les différentes corrections aux niveaux des dévers, virages, ligne droite, et pentes, conformément aux plans, ces corrections se feront selon documents graphiques et assistance de l'ingénieur géomètre à la charge de l'entreprise et de la maîtrise d'œuvre.

«L'entreprise prendra en charge tous les frais d'études d'analyse du laboratoire désigné par le maître d'ouvrage pour la réalisation du corps de chaussée.»

Des études sur la granulométrie ainsi que les essais sur l'indice de la compacité, et tout autre étude nécessaire à la bonne mise en œuvre, seront effectués sur les matériaux, les résultats doivent être conformes aux normes en vigueur et transmis à la maîtrise d'œuvre pour appréciation.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°03

PRIX N° 4 Couche de base en GNB

Ce prix rémunère au mètre cube l'exécution de la couche de base y compris fourniture des matériaux G.N.B 0/31.5, selon les caractéristiques du cahier des prescriptions techniques, transport, répandage, homogénéisation, arrosage, compactage à 98% de O.P.M., profilage et toutes sujétions de mise en œuvre, tout en apportant les différentes corrections aux niveaux des dévers, virages, ligne droite, et pentes, conformément aux plans, ces corrections se feront selon documents graphiques et assistance de l'ingénieur géomètre à la charge de l'entreprise et de la maîtrise d'œuvre.

«L'entreprise prendra en charge tous les frais d'études d'analyse du laboratoire désigné par le maître d'ouvrage pour la réalisation du corps de chaussée.»

Des études sur la granulométrie ainsi que les essais sur l'indice de la compacité, et tout autre étude nécessaire à la bonne mise en œuvre, seront effectués sur les matériaux, les résultats doivent être conformes aux normes en vigueur et transmis à la maîtrise d'œuvre pour appréciation.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°04

PRIX N° 5 Fourniture et étalage de sable

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture ; étalage ; arrosage et compactage de la couche de sable de 15 à 25cm d'épaisseur, selon les caractéristiques du cahier des prescriptions techniques.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°05

PRIX N° 6 Fourniture et pose de pavés autobloquants

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et la pose de pavés autobloquants selon modèle et couleurs choisis par l'administration de dimensions fixées d'épaisseur 8 cm, et qui feront l'objet d'un certificat de conformité délivré par un laboratoire agréé Il est inclus dans ce prix la réfection et mise à la cote des boîtes des bouches à clé ; le compactage du fond de forme ainsi que la fourniture d'un lit de sable de concassage de 5 à 8cm d'épaisseur minimum .La finition des pavés est réalisée avec coupe pavés. Les rives doivent être bloquées par des bornes en mortier avant remplissage des joints avec du sable et toutes sujétions de mise en œuvre. La précision et les soins dans la pose nécessitent le recours à une main d'œuvre spécialisée.

Les pavés doivent avoir une résistance de plus de 100 tonnes à l'unité, ils ne doivent pas s'écraser ni s'émietter, ils doivent être anti- dérapant, le taux d'absorption à l'eau doit être inférieur à 5% de son poids, sa couleur ne doit pas subir d'altération à long terme, ils doivent être teints en profondeur et non superficiellement, doivent être facilement lavable.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°06

PRIX N° 7 - Fourniture et pose de bordure T3

Ce prix rémunère le terrassement, la fourniture et pose de bordures de trottoirs en béton vibré type T3 classe B2. Il comprend également le lit de mortier de ciment, la fondation en béton, le jointage, l'alignement y compris l'exécution des avaloirs sous trottoir et toutes sujétions de mise en œuvre.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°07

PRIX N° 8 Bordure jardinière tout forme

Ce prix rémunère le terrassement, la fourniture et pose de bordures de type jardinière en béton vibré tout type de forme géométrique. Il comprend également le lit de mortier de ciment, la fondation en béton, le jointé, et l'alignement. y compris toutes sujétions de fourniture et pose.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°08

PRIX N° 9 Construction des bancs de repos en béton armé de dim (2,00 x 0,45)

Bancs en béton armé, exécutés suivant plans et détails BET, y compris terrassements ; béton armé, aciers, enjambements, socle, ...etc. y compris toutes sujétions de fournitures et de pose.

Ces bancs seront habillés en MARBRE de meilleur choix couleurs au choix du maitre d'ouvrage.

Ouvrage payé en unité au prix N°09

PRIX N° 10 Fourniture et pose de corbeille

Ce prix comprend la fourniture et pose selon les règles de l'art, de corbeille y compris toute sujétion de mise en œuvre Ce prix rémunère la fourniture, pose et fixation de corbeille de chez BENITO Acier inoxydable brillant poli Les exigences minimums sont : Primaire époxy et peinture gris en poudre polyester RAL 7011 (PA616I) ou similaire. Godet supporté dans une structure de tube Ø40 mm avec base d'ancrage et plaques rectangulaires avec 2 trous Ø12 mm pour fixation sur le sol.

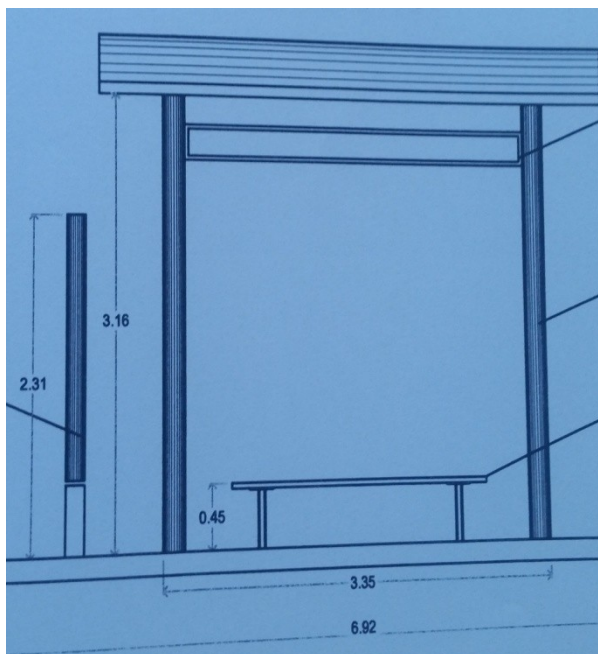
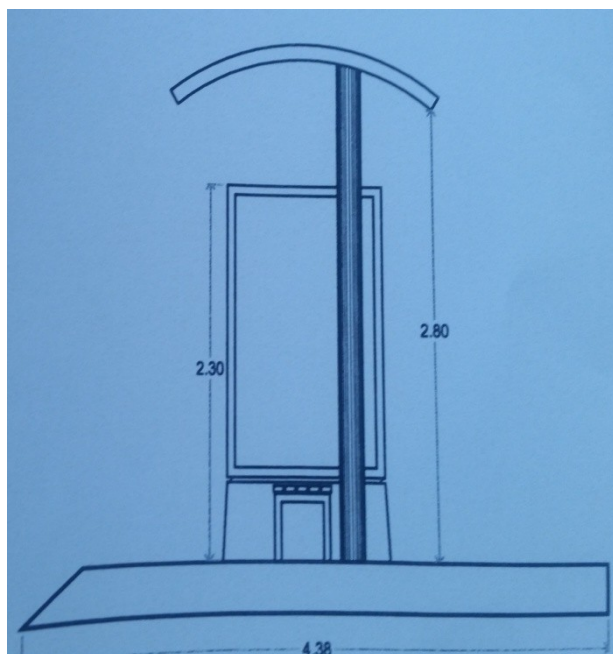
Fixation recommandée: à l'aide de quatre boulons d'expansion M8.



Ouvrage payé en unité au prix N°10

PRIX N° 11 -Fourniture et pose des abris métalliques

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture, le transport, la pose des abris métalliques au choix du maître d'ouvrage et pour différentes couleurs et motifs y compris toutes sujétions de mise en œuvre.



Ouvrage payé en unité au prix N°11

PRIX N°12- Candélabres pour éclairage public avec panneau d'énergie solaire y c toutes sujétions de fourniture.

Ce prix rémunère :

- 1) la fourniture et pose de candélabre cylindro-conique galvanisé à chaud et peint, épaisseur 4mm simple crosse en acier de type S235 JRG2 d'aptitude à la galvanisation classe 1, suivant la norme NF-A-35-503 au similaire .Les candélabres auront une hauteur de 8 m avec un diamètre au sommet de 60mm Sur la partie supérieure une crosse décorative
 - 2) Panneau solaire : Puissance 80Wc - durée de vie : 25ans
 - 3) Batterie : type lithium iron.
 - voltage / Capacité : 3V/120Ah
 - Durée de vie 10ans
 - 4) Luminaire:
 - boîtier étanche en acier inoxydable ou similaire.
 - Corps du luminaire formé de bar à LED pour une maintenance facile et possible.
 - Driver certifier pour un fonctionnement à courant continu.
- Caractéristiques :

- Puissance : 25W
- Indice de protection de l'appareillage : IP66
- Protection thermique jusqu'à 150°
- Source lumineuse LED

Peinture : couleur au choix de l'administration.

Ce prix comprend :

- Terrassement en tranchée tout terrain 0,40x0,80m :

Comprend ouverture de tranchée de 0,40x0, 80m tout terrain, avec dégagement des déblais excédentaires et fourniture et pose de sable et grillage avertisseur avec la remise du terrain à l'état initial y compris réfection, compactage et toute sujétions de mise en œuvre pour 1 à 2 circuit.

- Fourniture et pose de tube annelé double paroi rouge Ø 75mm y compris remonter au niveau de chaque massif prévu pour candélabre et des aiguilles de tirage à laisser en attente des essais de tirage, doivent être effectué au niveau de chaque socle.

- Confection des massifs:

Ouverture de fouille y compris démolition de forme en béton ou de revêtement et confection de massif en béton armé dosé à 300kg/m³ de dimension 0,80/0,80X1,00 pour candélabre de 8m de hauteur y compris tige d'encrage avec platine et boulonnage en galvanise les tiges d'encrage devront être définis suffisantes pour tenir la charge de l'ensemble en prise au vent maximum définie de la zone de vent concernée. Le certificat matière devra être disponible pour candélabre.

Ouvrage payé en unité au prix N°12



PRIX N° 13 Candélabres pour éclairage public avec luminaire LED y compris toutes sujétions de fourniture

Ce prix rémunère la fourniture et pose de candélabre cylindro-conique galvanisé à chaud et peint, épaisseur 4mm simple crosse en acier de type S235 JRG2 d'aptitude à la galvanisation classe 1, suivant la norme NF-A-35-503.

Les candélabres auront une hauteur de 8 m avec un diamètre au sommet de 60mm

Sur la partie supérieure une crosse décorative, avec une saillie de 1,2 pour la fixation latérale d'un diamètre de 50mm.

Ce prix comprend :

1. Travaux de terrassement en déblai/remblai pour tranchée de largeur 40cm et de profondeur 70cm minimum avec pose de grillage avertisseur de 33cm de largeur PVC rouge au-dessus de la couche de remblai primaire, conformément aux plans d'exécution comprenant :
2. Fourniture et la pose de tube annelé diamètre 75
3. Massif de fondation 80x80x100
4. Fourniture, pose et raccordement câble Armé U1000 ARVFV 4x50+Tmm²
5. Fourniture, pose et raccordement câble Armé U1000 ARVFV 4x35+Tmm²
6. de Regard de tirage de câble 50x50x70 cm
7. la fourniture et la pose de luminaire d'éclairage fonctionnel LED modèle FEUILLE 3 ou similaire, fabriqué selon les normes CEL/EN 60598-1. Plaque LED 3x16xPG-500MA. Puissance 72 W-9000Lm. Tension d'alimentation 220V-240V/50/60Hz. Résistant aux UV IK07. 4mm dissipateur de plaque LED en Alu injecté.
8. fourniture et pose et Raccordement d'Armoire de protection d'éclairage public, elle sera en tôle galvanisée et cadenas sable, peinture conformément aux règles en vigueur et sera dimensionnée pour recevoir tout le matériel de commande d'E.P et toute sorte de branchement intérieur : raccordement en amont et aval sur poste de transformation (prévoir une surface libre de 20%), tout genre de branchement nécessaire. Cette armoire est équipée de : 2 Sectionneur général tétra polaire à bras 22x58-125 Schneider ou équivalent ; 2 contacteur tétra polaire 80A Schneider ou similaire ; Horloge astronomique programmée à l'horaire d'Ait Melloul ; Horloges de commande avec réserve de marche ; Commutateur à deux positions ; Interrupteur et lampe pour éclairage de l'armoire ; Prise 2 P + T étanche et Protection du circuit de commande par disjoncteur 2A.

Ouvrage payé en unité au prix N°13

PRIX N° 14- Fourniture et pose de projecteur 1000 W

Fourniture et pose de Projecteur 1000 W placé sur les candélabres avec pièces de fixation galvanisés décoratif, couleur de la lumière blanche y compris toutes sujétions de fournitures et de pose.

Ouvrage payé en unité au prix N°14

PRIX N° 15- Fourniture et étalage de la terre végétale

Fourniture et étalage de la terre végétale. Elle serait de qualité prescrite par les spécifications ci avant. Sa qualité serait soumise à l'approbation de l'architecte paysagiste. L'échantillon doit être maintenu sur le site jusqu'à la fin de l'opération de fourniture de la terre. La terre sera mesurée en volume théorique après tassement, par rapport aux épaisseurs réellement posées dans les différents endroits.

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°15

- PRIX N° 16- Palmier washingtonia FILEFERA h=3m hauteur**

Ce prix rémunère en unité la fourniture et la plantation des palmiers **washingtonia FILEFERA de 3m de** stipe planté dans un trou en tout terrain de dimension 1.00 m x 1.00 m x1.00 m, ces palmiers doivent être saines bien aligné, tuteuré ci nécessaire rebouché par terre végétale. L'évacuation des déblais ; excédent de la terre à la décharge publique sont à la charge de l'entreprise

Ouvrage payé à l'unité au prix N°16

- PRIX N° 17 - Oliviers de 3.00m de hauteur**

Ce prix rémunère la fourniture et plantation d'oliviers au choix de maitre d'ouvrage, hauteur de 3.00m, y compris mise en œuvre d'une fosse de 4 m² de surface minimum et de 1m de profondeur.

Il devra être livré en bon état végétatif, exempt de parasites, sans mousses ni chancres, présentant toutes les caractéristiques d'une végétation vigoureuse, conformément aux règles de l'art.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°17

PRIX N° 18- Fourniture et plantation d'arbustes Hibiscus

Ce prix rémunère La fourniture et la plantation des quantités nécessaires d'arbustes Hibiscus, à hauteur de 0.80m à 1.20m, y compris fourniture et application desengrais du fond, plantation, et toutes les sujétions.

Ouvrage payé à l'unité au prix N°18

PRIX N° 19 Réseau d'arrosage

Ce prix rémunère à L'ensemble (Réseau d'arrosage pour chaque zone d'espace vert):

- Canalisation en PEHD pour adduction d'eau : Fourniture et pose de la canalisation en PEHD PN 16 bar pour l'alimentation des bouches d'arrosage et le réseau d'arrosage. Le prix comprend l'excavation des tranchées de profondeur minimale de 60cm, la pose d'un lit de sable au fond des tranchées, le grille avertisseur, coudes et

raccordements, rebouchage et compactage de la tranchée et toutes les sujétions d'exécution et raccordement de la canalisation au réseau et aux bouches d'arrosage (ø 110cm ; ø 90cm ; ø 75cm ; ø 630cm ; ø 40cm ; ø 32cm et ø 25cm).

- Arroseurs : Fourniture et pose des arroseurs de type Rainbird ou similaire, y compris leur installation et toutes les sujétions de mise en œuvre. La pose sera faite pour assurer une couverture parfaite de la zone à irriguer.
 - Conduite PE ø16 avec goutteurs autorégulants en ligne : la fourniture et pose de goutte à goutte pour l'arrosage des arbres et arbustes et autres massifs à arroser.
 - Bouches d'arrosage : la fourniture et pose des bouches d'arrosage au niveau de la canalisation principale, y compris toutes les sujétions de mise en œuvre. Les bouches en fonte seront scellées dans un socle en béton au sol et protégé par un regard préfabriqué type spécial espaces verts. Le fond sera rempli des graviers pour bien drainer les eaux excédentaires.
 - Gaine perfore pour goutte à goutte des arbres d'alignement : la fourniture et pose de gaine agricole en tube annelé perforé en PVC non plastifié, de diamètre extérieur de 50mm, pour faire passer les conduites avec goutteurs enterrés autour des arbres d'alignement. La gaine sera enterrée à une profondeur de 10 à 20cm.
 - Construction De Regards En Béton Comme Suit :
 - Un(01) regard de commande de dimension 0,50x0,50m y compris :
 - Tampon en béton armé
 - Vanne d'arrêt en PVC Ø 40 et toutes sujétions
 - Deux (02) regards d'arrosages de dimension 0,50x0,50m y compris
 - Tampon en béton armé
 - Vanne à clapet 3/4 en PVC
 - Collier pec 40-3/4
 - Mamelon 3/4 en PVC
 - Tuyaux pour arrosage manuelle à la choix de maître d'ouvrage
- Et toutes sujétions

Ouvrage payé à L'ensemble au prixN°19

PRIX N° 20 - Jeu sur ressort pour quatre enfants (HAGS TURTLE) ou son équivalent

Jeu à bascule sur ressort pour 4 enfants.

Structure de base et sièges en HPL, technique de double fraisage qui permet de lisser ce matériau très résistant.

Ressort hélicoïdal en acier électro-galvanisé recouvert d'une couche d'apprêt et peint par poudrage.

Fondation enterrée à -0,53m. En pneu recyclé pour améliorer l'élasticité et réduire les contraintes exercées sur les matériaux.

Espace de sécurité : L 3,00 m x l 3,00 m

y compris toutes sujétions de fourniture et pose.



Ouvrage payé à l'unité au prix N°20

PRIX N° 21- Bascule en acier

Ce prix rémunère la fourniture et la pose d'une Construction robuste en acier inoxydable équipée de sièges confortables en polyuréthane, et de solides poignés en acier pour assurer un chevauchement inoubliable à ras du sol ou dans les aires.

- Structure encrée à -0,40 m.
- Traverse En acier équipé de siège en polyuréthane et poignets en acier.
- Tranche d'âge : de 5 à 12 ans



Ouvrage payé à l'unité au prix N°21

PRIX N° 22- Balançoire à deux assises plates

Ce prix rémunère la fourniture et la pose de :

- Portique en bois de pin laminé arrondi de 110 mm, traité contre la putréfaction, traverses-en acier galvanisé à chaud pour une meilleure stabilité.
- Articulation inoxydable pour garantir les durabilités et sécurités de la suspension.
- Les balançoires sont fournies avec des blocs en béton pour l'ancrage.
- Assises plates en mousse de polyuréthane avec chaînes galvanisées.

Tranche d'âge : de 3 à 12 ans



Ouvrage payé à l'unité au prixN°22

• **PRIX N° 23- Revêtements pour terrain de sport (enrobé de 5cm)**

Ce prix rémunère la réalisation de l'imprégnation au Cut - back 0/1 à raison de 1,3 Kg/m² exécuté sur la couche de base selon les modalités notées au présent CPS.

Ce prix rémunère également l'exécution de l'enrobé bitumineux à chaud, y compris fourniture, transport, mise en place et le cylindrage des enrobés denses à chaud 0/10, compactage, et toutes sujétions de mise en œuvre selon les plans ainsi que les dispositions générales, pour terrain de sport mis en œuvre par moyens mécaniques.

Le prix comprend aussi une peinture, de couleur au choix du Maître d'Ouvrage, la peinture sera de marque reconnue résistante à l'usure et aux rayons solaires.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N°23

• **PRIX N° 24- Massifs de 30/30/80 pour ancrage et fixation de poteaux-bigues pour buts**

Ce prix rémunère le terrassement, la fourniture et pose des massifs de 30x30x80cm pour ancrage et fixation de poteaux-bigues pour buts en béton Classe B2 Y/C armature. Il comprend également le lit de mortier de ciment, la fondation en béton, y compris toutes sujétions de fourniture et pose.

Ouvrage payé en unité au prix N°24

• **PRIX N° 25 Traçage des lignes de jeux pour terrains**

Ce prix comprend le traçage du terrain de hand-ball, basket-ball, volley-ball, etc.... ; conformément à la réglementation en vigueur et suivant le plan du BET.

Ce traçage se fera en ligne de 0.05m d'épaisseur avec une peinture fluorescent de première choix ; Couleur et teinte au choix de l'administration suivant les normes. A savoir : ligne de touche, ligne de but, médiane, etc...

Ouvrage payé en ENSEMBLE au prix N°25

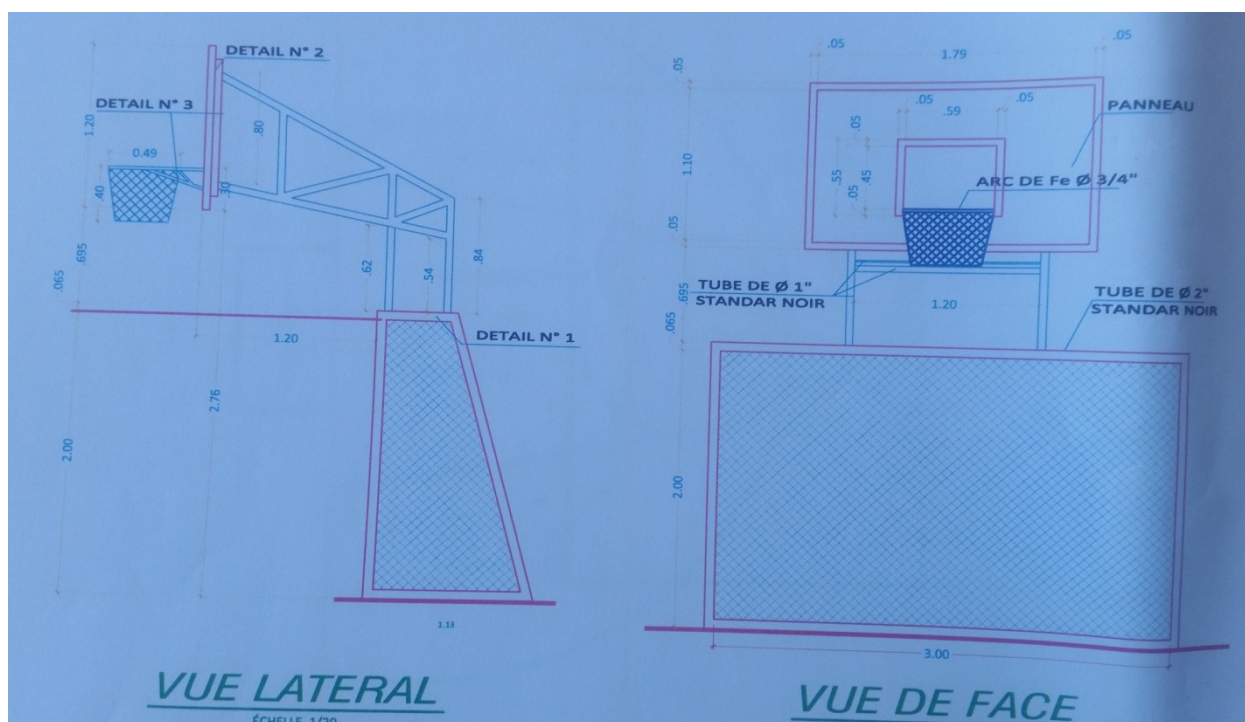
• **PRIX N° 26 Équipement du terrain de sport polyvalent**

Fourniture et fixation des équipements du terrain de sport polyvalent répondant aux normes sportifs en vigueur. Ces équipements seront composés d'une paire de poteau de but de basket ball – Une paire de poteau de but de Handball, volley-ball, l'ensemble sera accompagné des filets correspondants. Ce prix comprenant la fourniture et installation d'un ensemble multisports composé des éléments suivants :

BUT : de 3 m de base et 2 m de hauteur, poteaux et barre transversale de section carrée de 80x80 mm en acier avec des supports en polyamide pour fixation du filet au but;

PANIER: panneau en tôle galvanisée perforée, de 120x90 cm, cerceau à baguette massif placé à une hauteur de 3,05 m et filet de câble en acier plastifié, fixé à une base de béton dosé à 350 kg de ciment CPJ45.

JEU de filet : Ce prix comprenant aussi la fourniture et la fixation des jeux de filets pour buts de handball et basketball. Echantillon à présenter à l'administration pour approbation



Ouvrage payé à l'ensemble y compris toutes les sujétions de l'implantation, excavation manuelle du terrain et la fixation de l'équipement sportif.

Ouvrage payé à l'Ensemble au prix N°26

- **PRIX N° 27 - Béton armé y compris acier**

Tout ouvrage en béton armé avec hydrofuge en fondation sans aucune plus value quelconque.

Le béton devront être étanche et recevront une incorporation de produit hydrofuge genre "SIKA" ou similaire qui devra être soumis à l'accord du BET et du laboratoire.

Ce produit sera employé suivant les prescriptions du fabricant et garanti par lui, les dosages devront être strictement respectés par l'entrepreneur suivant les recommandations du D.T.U. en vigueur et ses additifs et règles de l'art., compris toutes sujétions prévues aux généralités ci avant décrites sans aucune plus value pour les hydrofuges

Ouvrage payé au mètre cube au prix N°27

- **PRIX N° 28 Fourniture et pose des paires ballons.**

L'entreprise est tenu de présenter les fiches technique des paires ballons pour approbation par le maître d'ouvrage.

Les travaux consisteront en :

- Terrassement en rigoles y/c évacuation.

- Massif en béton.

- Fourniture des poteaux ayant une hauteur de 8,00 m au dessus de la bordure à chaque 5 m . Les poteaux seront ancrés dans les massifs.

- Fourniture et pose des tirants sur toute la hauteur, ainsi que tous les éléments assurant la stabilité.

- Les paires ballons seront positionnés derrière les buts.

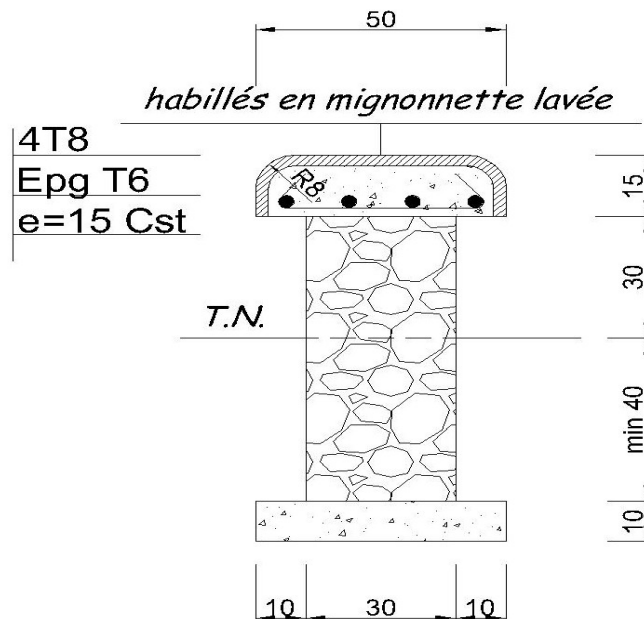
- Toutes sujétions de réalisation,

Ouvrage payé pour l'ensemble des prestations ci-dessus **au mètre linéaire au prix N°28**

- **PRIX N° 29 Mur de clôture de 0,45 m de hauteur**

Ce prix rémunère la réalisation d'un mur de clôture et comprend:

- Terrassements.
- Évacuation.
- Béton de propreté.
- Des poteaux de 20cmx30cm de béton B3 et 4T8 cadre T6 Esp=15cm tous les quatre mètres environ en béton armé arrivants jusqu'à la hauteur de la clôture, d'autres poteaux seront placés à chaque différence de niveau du sol, la clôture doit épouser la dénivelée du terrain.
- Béton armé de chaînage.
- Joints de rupture séparant les fondations tous les 12 m environ.
- Maçonnerie de moellons.
- Enduit sur les deux façades du mur.
- Habillés en mignonnette lavée.



Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°29

Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture, le transport et la pose de canalisation circulaire pour assainissement en PVC Ø315mm série I. Il comprend le branchement aux regards existants, lit de pose en sable et le remblaiement primaire et secondaire.

Ouvrage payé au mètre linéaire au prix N°30

Ce prix rémunère à l'unité l'exécution de regard à grille en béton dosé à 350 kg/m³ vibré sur canalisations circulaires.

Les prix sont donnés pour des cheminées d'épaisseur des parois de 0.15m et comprenant le béton de propreté, le béton pour parois, le coffrage métallique, décoffrage, y compris exécution des niches de regards et toutes fournitures et sujétions.

Ce prix comprenant aussi le recouvrement des cheminées de regards comprenant le béton dosé à 350 kg/m³, l'armature, le coffrage, le décoffrage, la fixation, la fourniture, le transport et la pose du cadre, Grille concave avec cadre carré (825x825) en fonte ductile et l'appareil siphonide en fonte ductile, le réglage du niveau et toutes sujétions, (selon la norme marocaine 10 01 009).

Ouvrage payé en unité au prix N°31

AMENAGEMENT DE DEUX ESPACES, UN JARDIN D'ENFANTS ET UNE PLACE A AIT MELLOUL**BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF**

| Prix N° | Désignation des ouvrages | UNITE | Quantité | Prix Unitaire en DH Hors TVA en chiffres | Prix total En DH Hors TVA |
|----------------|---|----------------|-----------------|---|----------------------------------|
| 1 | Terrassement en déblais ou en remblais et évacuation des déblais | M ³ | 2 670 | | |
| 2 | Fouille en tranchées, rigoles ou en puits | M ³ | 10 | | |
| 3 | Fourniture et pose de couche de tout venant 0/40 | M ³ | 811 | | |
| 4 | Couche de base en GNB | M ³ | 150 | | |
| 5 | Fourniture et étalage de sable | M ³ | 100 | | |
| 6 | Fourniture et pose de pavés autobloquants ep=8cm | M ² | 5 326 | | |
| 7 | Fourniture et pose de bordure T3 | ML | 508 | | |
| 8 | Bordure jardinière tout forme | ML | 1 196 | | |
| 9 | Construction des bans en béton armé de dim . (2,00 x 0,45)m | U | 54 | | |
| 10 | Fourniture et pose de corbeille | U | 12 | | |
| 11 | Fourniture et pose des abris métalliques | U | 4 | | |
| 12 | Candélabres pour éclairage public avec energie solaire y compris toutes sujétions de fourniture | U | 10 | | |
| 13 | Candélabres pour éclairage public avec luminaire LED y compris toutes sujétions de fourniture | U | 8 | | |
| 14 | projecteur 1000 w | U | 3 | | |
| 15 | Fourniture et étalage de la terre végétale | M ³ | 210 | | |
| 16 | Palmier washingtonia filifera h= 3 m | U | 92 | | |
| 17 | Oliviers de 3.00m de hauteur | U | 36 | | |
| 18 | Fourniture et plantation d'arbustes Hibiscus | U | 2 000 | | |
| 19 | Réseau d'arrosage | ES | 3 | | |

| | | | | | |
|----|--|----------------|-----|--|--|
| 20 | Jeu sur ressort pour quatre enfants (HAGS TURTLE) | U | 2 | | |
| 21 | Bascule en acier | U | 1 | | |
| 22 | Balançoire à deux assises plates | U | 1 | | |
| 23 | Revêtements pour terrain de sport (enrobé de 5cm) | M ² | 600 | | |
| 24 | Massifs de 30/30/80 pour ancrage et fixation de poteaux-bigues pour buts | U | 10 | | |
| 25 | Traçage des lignes de jeux pour terrains | ES | 1 | | |
| 26 | Équipement du terrain de sport polyvalent | ES | 1 | | |
| 27 | Béton armé y compris acier | M ³ | 4 | | |
| 28 | paire ballon y compris les Poteaux en acier galvanisé | ML | 50 | | |
| 29 | Mur de clôture de 0,45 m de hauteur | ML | 300 | | |
| 30 | Fourniture et pose de conduites circulaires en PVC Ø315mm | ML | 30 | | |
| 31 | Regards à grille toutes sujétions comprises | U | 2 | | |
| | TOTAL HORS TVA : | | | | |
| | TAUX TVA (20%) : | | | | |
| | TOTAL TTC : | | | | |

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif toutes taxes comprises à la somme de (TTC) :

.....

FAIT ALE..... SIGNATURE ET CACHET DU CONCURRENT

CPS: AMENAGEMENT DE DEUX ESPACES, UN JARDIN D'ENFANTS ET UNE PLACE A AIT MELLOUL

MARCHE N°/.....RELATIF : AMENAGEMENT DE DEUX ESPACES, UN JARDIN D'ENFANTS ET UNE PLACE A AIT MELLOUL

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Arrêté le présent marché à la somme de en chiffres:.....Dhs.
en toutes lettres

| | |
|--|---|
| <p><u>Dressé par le maitre d'œuvre :</u></p> <p><u>A.....le.....</u></p> | <p><u>Vu par service travaux :</u></p> <p><u>A AIT MELLOUL LE</u></p> |
| <p><u>Vu par chef division technique :</u></p> <p><u>AIT MELLOUL LE</u></p> | <p><u>Présenté par le maitre d'ouvrage :</u></p> <div data-bbox="826 1048 1385 1294" style="text-align: center;"> </div> <p><u>AIT MELLOUL LE</u></p> |
| <p><u>Lu et accepté par l'Entreprise sans réserves ni restriction :</u></p> <p><u>fait a..... le.....</u></p> | |
| <p><u>Approuvé par l'autorité compétente</u></p> <p><u>AIT MELLOUL LE</u></p> | |